

5

**SOUS-COMMISSION PARITAIRE POUR LES FABRIQUES DE CIMENT
(CP 106.01)**

**CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL OUVRIERS SUR LE SYSTEME DE
CREDIT-TEMPS, DE DIMINUTION DE CARRIERE ET DE REDUCTION DES
PRESTATIONS DE TRAVAIL DU 24/04/2003**

Entre d'une part :

Les organisations des Travailleurs :

La Centrale Générale F.G.T.B. représentée par Messieurs J.C1. HUMBERT, Br. BACHELY
J.Ph. PITON, et Fr. TIHON;

La C.S.C. Bâtiment et Industrie représentée par Messieurs Fr. LICATA, B. CASTEELS,
P. CUPPENS et W. DUBRUILLE.

et d'autre part :

L'organisation des Employeurs : la Fédération de l'Industrie Cimentière :

La S.A. Holcim (Belgique) à 7034 Obourg et la S.A. Holcim (Haccourt) à 4680 Oupeye représentée
par Messieurs

Chr. CASTIN, Chr. DESAMORY, M. KREMER et Madame Cl. VALENTINO.

La S.A. Cimenteries CBR Cementbedrijven, Chaussée de La Hulpe, 185 à 1170 Bruxelles
représentée par Messieurs Ph. CESAR, F. DELCOUR, et Madame Fl. BIAUME.

Monsieur P. GROENINCKX, Président de la Commission Restreinte.

Madame A. VAN DER SMISSEN, Secrétaire de la Commission Restreinte

Il a été convenu ce qui suit :

e

FB

66739
161 106.01

REGISTR.-ENREGISTR.
NR.
08-08-2003
07-2003

I. INTRODUCTION

Champ d'application

Article 1^{er} - La présente convention s'applique aux employeurs et aux ouvriers des entreprises ressortissant à la sous-commission paritaire pour les fabriques de ciment (106.1).

On entend par "ouvrier", les ouvriers et ouvrières.

Objet

Article 2 - La présente convention collective de travail est conclue en application de la convention collective n° 77 bis du 19 décembre 2001 (AR du 25 janvier 2002 /MB du 05.03.02) du Conseil National du Travail et de la convention collective n° 77 ter du 10 juillet 2002 du Conseil National du Travail.

Entrée en vigueur et durée

Article 3 - La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1^{er} janvier 2003 et est conclue pour une durée indéterminée.

Chacune des parties signataires peut la dénoncer à condition qu'un délai de trois mois soit respecté ; cette dénonciation est notifiée par lettre recommandée à la poste au Président de la Sous-commission paritaire des fabriques de ciment et à chacune des parties signataires.

Force obligatoire

Article 4- Les parties signataires demandent que la présente convention collective soit rendue obligatoire par Arrêté Royal.

Handwritten signatures and initials at the bottom of the page, including a large signature on the right and several smaller ones on the left and bottom left.

II. DUREE DU CREDIT-TEMPS

Article 5 - Conformément aux dispositions de l'article 3, paragraphe 1 de la convention collective 77 bis du 19 décembre 2001 (MB du 05.03.2002), la durée de l'exercice du droit au crédit-temps est allongée en vertu de l'article 3, paragraphe 2, ainsi que les périodes minimales de suspension des prestations :

a) Crédit-temps à temps plein pour les travailleurs de moins de 50 ans

La durée est allongée d'un an et est portée de 1 an à 2 ans sur l'ensemble de la carrière pour les travailleurs de moins de 50 ans qui suspendent totalement leurs prestations de travail.

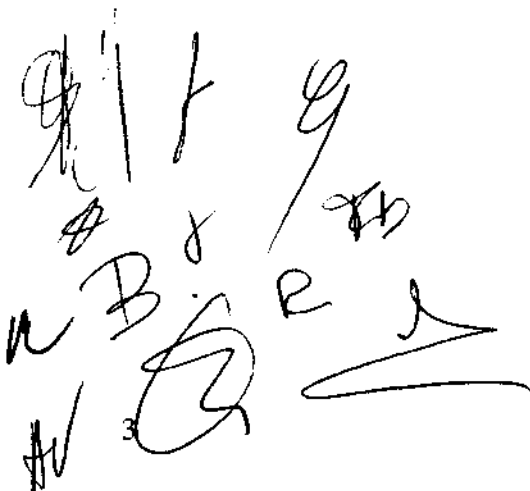
b) Crédit-temps mi-temps pour les travailleurs de moins de 50 ans

La durée est allongée de 4 ans et est portée de 1 an à 5 ans maximum sur l'ensemble de la carrière pour les travailleurs de moins de 50 ans qui suspendent à mi-temps leurs prestations de travail.

c) Crédit-temps 1/5 pour les travailleurs de moins de 50 ans

La durée maximum calculée sur l'ensemble de la carrière prévue à l'article 6, paragraphe 1 de la CCT 77 bis du 19/12/2001, est de maximum 5 ans pour les travailleurs de moins de 50 ans qui suspendent de 1/5 leurs prestations de travail.

Pour les points a, b et c, ci-dessus, les réductions de prestations sont à exercer par périodes de 12 mois minimum.

Handwritten signatures and initials in the bottom left corner, including a large signature, a signature with 'B', and a signature with 'R'.

d) Crédit-temps à temps plein pour les travailleurs de 50 ans et plus

Le droit peut être exercé conformément à l'article 3, paragraphe 1^{er} de la CCT 77 bis du 19/12/2001 (MB du 05.03.2002). Conformément aux dispositions de l'article 3 paragraphe 2, la durée est allongée de 4 ans et est portée de 1 an à 5 ans maximum sur l'ensemble de la carrière pour les travailleurs de plus de 50 ans qui suspendent totalement leurs prestations de travail.

Ce droit, contrairement aux dispositions de l'article 3, paragraphe 1^{er}, 1^o de la CCT 77 bis du 19/12/2001, est à exercer par périodes de 12 mois minimum.

e) Crédit-temps mi-temps pour les travailleurs de 50 ans et plus

Conformément à l'article 9, paragraphe 1^{er}, de la CCT 77 bis du 19/12/2001 (MB du 05.03.2002), le droit peut être exercé sans durée maximum jusqu'à la veille de l'entretien préalable au projet de licenciement dans le cadre de la prépension conventionnelle ou la date de la notification du préavis légal pour la pension légale.

Ce droit, contrairement aux dispositions de l'article 9, paragraphe 1^{er}, 2^o, de la CCT 77 bis du 19/12/2001 (MB du 05.03.2002), est à exercer par périodes de 12 mois minimum.

f) Crédit-temps 1/5 pour les travailleurs de 50 ans et plus

Conformément à l'article 9, paragraphe 1^{er} de la CCT 77 bis du 19/12/2001 (MB du 05.03.2002). Le droit peut être exercé sans durée maximum jusqu'à la veille de l'entretien préalable au projet de licenciement dans le cadre de la prépension conventionnelle ou la date de la notification du préavis légal pour la pension légale.

Ce droit, contrairement aux dispositions de l'article 9, paragraphe 1^{er}, 1^o de la CCT 77 bis du 19/12/2001 (MB du 05.03.2002), est à exercer par périodes de 12 mois minimum.

Handwritten signatures and initials in black ink, including a large signature with 'FB' and 'R' visible, and a smaller signature below it.

III. ORGANISATION DU TRAVAIL EN EQUIPE ET FEU CONTINU

Article 6 - Pour les travailleurs visés à l'article 2 de la convention collective de travail 77 bis du 19 décembre 2001 du Conseil National du Travail (MB DU 05.03.2002), qui, en exécution des articles 6, paragraphe 2, pour les moins de 50 ans et l'article 9 paragraphe 2 pour les plus de 50 ans de la dite convention, sont occupés à un travail par équipes ou par cycles dans un régime de travail réparti sur 5 jours ou plus, l'exercice du droit à la diminution de carrière à ½ temps ou 1/5 temps s'exercera :

Par jour entier réparti proportionnellement entre le matin, l'après-midi, la nuit et le week-end.

L'organisation du travail par cycles et systèmes d'équipe doit pouvoir continuer à être appliquée.

IV. MODALITES PRATIQUES D'ACCEPTATION

Article 7- Sans préjudice des dispositions légales applicables en matière de crédit-temps, telles que mentionnées dans les articles ci-dessus, les parties signataires s'engagent à rechercher en concertation et par consensus des arrangements qui garantissent la continuité de l'entreprise.

L'acceptation d'une demande de crédit-temps est soumise au principe de continuité du service et de garantie de l'application des cycles de travail et des systèmes d'équipe.

Les modalités pratiques de mise en œuvre seront définies au niveau de l'usine.

Dans ce cadre, il sera examiné la possibilité de passage à un régime de jour sans préjudice des dispositions de la convention collective n° 46 relative aux mesures d'encadrement du travail en équipes comportant des prestations de nuit.

fa .
/ -

Handwritten signatures and initials at the bottom of the page, including a large signature, the initials 'AB', and 'AV'.

V. ASSIMILATION DU CREDIT-TEMPS

Article 8 - Afin de faciliter le passage du crédit-temps à la prépension et pour autant que le crédit-temps précède le départ en prépension, cette période de suspension de contrat est assimilée à une occupation à temps plein pour le calcul de l'indemnité complémentaire de prépension en faveur du travailleur ayant été occupé dans un régime temps plein dans l'entreprise.

Fait à Bruxelles, le 24 avril 2003

**PARITAIR SUBCOMITE VOOR DE CEMENTFABRIEKEN
(CP 106.01)**

**COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST BETREFFENDE HET STELSEL VAN
TIJDSKREDIET, DE LOOPBAANVERMINDERING EN VERMINDERING VAN DE
ARBEIDSPRESTATIES TOT EEN HALFTIJDSE BETREKKING VAN 24/04/2003**

66739 1031.106.01

Tussen enerzijds :

De Werknemersorganisaties :

De Algemene Centrale A.B.V.V., vertegenwoordigd door de heren J.C1. HUMBERT,
B. BACHELY, J.Ph. PITON, et F. TIHON;

De A.C.V. Bouw en Industrie, vertegenwoordigd door de heren Fr. LICATA, B. CASTEELS,
P. CUPPENS et W. DUBRUILLE.

en anderzijds :

De Werkgeversorganisatie : de Federatie van de Belgische Cementnijverheid :

De NV Holcim (België) in 7034 Obourg en de NV Holcim (Haccourt) in 4680 Oupeye
vertegenwoordigd door de heren Chr. CASTIN, Chr. DESAMORY, M. KREMER, en Mevrouw
Cl. VALENTINO.

De NV Cimenteries CBR Cementbedrijven, Terhulpesteenweg, 185 in 1170 Brussel,
vertegenwoordigd door de heren Ph. CESAR, F. DELCOUR, en Mevrouw Fl. BIAUME.

De heer P. GROENINCKX, Voorzitter van de Beperkte Commissie.

Mevrouw A. VAN DER SMISSEN, Secretaris van de Beperkte Commissie.

Werd overeengekomen hetgeen volgt :

REGISTR.-ENREGISTR.
NR. No
110
00-06-20
Ü

I. INLEIDING

Toepassingsgebied

Artikel 1 - De onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en arbeiders van de ondernemingen die afhangen van de paritaire sub-comités voor de cementfabrieken (106.1).

Met "arbeiders" worden zowel arbeidsters als arbeiders geïnviseerd.

Betreft

Artikel 2 - De onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst werd afgesloten ter toepassing van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 77 bis van 19 december 2001 van de Nationale Arbeidsraad (KB van 25/01/2002 / BS 05/03/02) en de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 77 ter van 10 juli 2002 van de Nationale Arbeidsraad.

Looptijd

Artikel 3 - De onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking op 1 januari 2003 en is afgesloten voor onbepaalde duur. Elk der partijen kan haar opzeggen mits een opzeggingstermijn van drie maanden wordt nageleefd ; deze opzegging wordt per aangetekend schrijven aan de Voorzitter van het Paritair Subcomité van de cementfabrieken en aan elk der ondertekenende partijen bekend gemaakt.

Bindende kracht

Artikel 4 - De ondertekenende partijen vragen dat onderhavige collectieve arbeidsovereenkomst bindend verklaard wordt via Koninklijk Besluit.

II. DUUR VAN HET TIJDSKREDIET

Artikel 5 - Overeenkomstig de bepalingen van artikel 3 ,paragraaf 1, van de collectieve arbeidsovereenkomst 77 bis van 19 december 2001 (BS 05.03.2002), wordt de duur van uitoefening van het recht op tijdskrediet krachtens artikel 3 paragraaf 2 verlengd, evenals de minimale periodes van werkonderbreking.

Handwritten notes and signatures:
B. 1
E. 2
[Signatures]

Handwritten mark:
R

a) Volledig tijdskrediet voor werknemers onder dan de 50 jaar

De duur wordt met 1 jaar verlengd en wordt verhoogd van 1 naar 2 jaar over de gehele loopbaan voor werknemers onder de 50 jaar die hun arbeidsprestaties volledig onderbreken.

b) Half tijdskrediet voor werknemers onder de 50 jaar

De duur wordt met 4 jaar verlengd en wordt verhoogd van 1 naar maximum 5 jaar over de gehele loopbaan voor werknemers onder de 50 jaar die hun arbeidsprestaties verminderen naar een halftijdse betrekking.

c) 1/5 tijdskrediet voor werknemers onder de 50 jaar

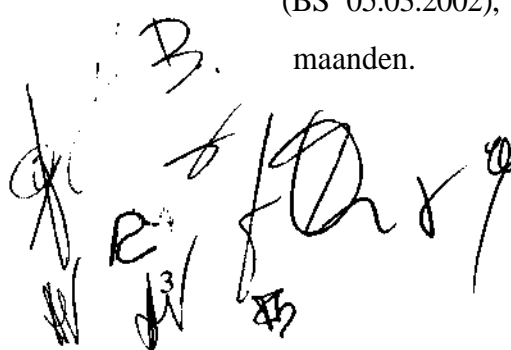
De maximum duur, berekend over de gehele loopbaan zoals vastgelegd in artikel 6, paragraaf 1, van CAO 77 bis van 19/12/2001 bedraagt maximaal 5 jaar voor werknemers onder de 50 jaar die 1/5 van hun arbeidsprestaties inleveren.

Voor de hierboven genoemde punten a, b en c, dienen de loopbaanverminderingen te bestaan uit periodes van minimum 12 maanden

d) Volledig tijdskrediet voor werknemers van 50 jaar en meer

Overeenkomstig artikel 3, paragraaf 1, van CAO 77 bis van 19/12/2001 (BS 05.03.2002) kan dit recht worden uitgeoefend. De duur wordt verlengd met 4 jaar overeenkomstig de bepalingen van artikel 3 paragraaf 2, en wordt verhoogd van 1 naar maximum 5 jaar over de gehele loopbaan voor werknemers boven de 50 jaar die hun arbeidsprestaties volledig onderbreken.

Anders dan bepaald in artikel 3 paragraaf 1, van de CAO nr 77 bis van 19/12/2001 (BS 05.03.2002), dient dit recht te worden uitgeoefend in periodes van minimum 12 maanden.

B.


e) Half tijdskrediet voor werknemers van 50 jaar en meer

Overeenkomstig artikel 9, paragraaf 1, van CAO 77 bis van 19/12/2001 (BS 05.03.2002) kan dit recht worden uitgeoefend zonder maximumduur en tot één dag voor het onderhoud voorafgaand aan het ontslagplan in het kader van het conventionele brugpensioen of tot aan de dag van de kennisgeving van de wettelijke opzegging voor het wettelijk pensioen.

Anders dan bepaald in artikel 9, paragraaf 1, 2°, van de CAO nr 77 bis van 19/12/2001 (BS 05.03.2002) dient dit recht te worden uitgeoefend in periodes van minimum 12 maanden.

f) 1/5 tijdskrediet voor werknemers van 50 jaar en meer

Overeenkomstig artikel 9, paragraaf 1, van CAO 77 bis van 19/12/2001 (BS 05.03.2002) kan dit recht worden uitgeoefend zonder maximumduur en tot één dag voor het onderhoud voorafgaand aan het ontslagplan in het kader van het conventionele brugpensioen of tot aan de dag van de kennisgeving van de wettelijke opzegging voor het wettelijk pensioen.

Anders dan bepaald in artikel 9, paragraaf 1 1°, van de CAO nr 77 bis van 19/12/2001 (BS 05.03.2002), dient dit recht te worden uitgeoefend in periodes van minimum 12 maanden.

III. ORGANISATIE VAN DE PLOEGEN- EN CONTINUDIENSTEN

Artikel 6 - De werknemers bedoeld in artikel 2 van de collectieve arbeidsovereenkomst 77 bis van 19 december 2001 van de Nationale Arbeidsraad (BS 05.03.2002), die, in uitvoering van artikel 6, paragraaf 2 voor de groep onder de 50 jaar en van artikel 9, paragraaf 2 voor de groep boven de 50 jaar uit voorgenoemde overeenkomst tewerkgesteld zijn, in ploegen of in cycli in een arbeidsregeling gespreid over 5 of meer dagen, dienen hun recht op loopbaanvermindering van 50% of 1/5 uit te oefenen:

Handwritten signatures and initials are present at the bottom left of the page. There is a vertical line of scribbles on the far left. Below it, there are several distinct signatures and initials, including what appears to be 'RDX' and 'M'.

Per hele dag, evenredig verdeeld over de ochtend, de middag, de nacht en het weekend.

De werkindeling in cycli en ploegendiensten moet blijvend toegepast kunnen worden.

IV. PRAKTISCHE AANVAARDINGSVOORWAARDEN

Artikel 7 - Zonder afbreuk te doen aan de wettelijke bepalingen van tijdskrediet zoals bij de hierboven vermelde artikels is genoemd, verbinden de ondertekende partijen zich er toe om in overleg en bij consensus naar regelingen te zoeken die de continuïteit van het bedrijf garanderen.

Het aanvaarden van een aanvraag van tijdskrediet is onderworpen aan het principe van de continuïteit van de dienst en van de continuïteit van de toepasbaarheid van de arbeidscycli en ploegendiensten.

De praktische uitvoering wordt door de fabriek zelf geregeld.

In dit kader wordt de mogelijkheid onderzocht om over te gaan tot dagdiensten, zonder de bepalingen uit de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 46 betreffende de begeleidingsmaatregelen voor ploegenarbeid met nachtprestaties, te benadelen.

[Handwritten signatures and initials]
B
R
f
r
5
FB

[Handwritten initials]
W
R

V. GELIJKSTELLING VAN HET TIJDSKREDIET

Artikel 8 - Om de overgang van het tijdskrediet naar het brugpensioen te vergemakkelijken en voor zover het tijdskrediet voor af gaat aan het brugpensioen, wordt deze periode van schorsing van het kontrakt gelijk gesteld aan een voltijdse betrekking voor de berekening van de aanvullende vergoeding van het brugpensioen in het voordeel van de werknemer die voltijds tewerkgesteld is geweest in de onderneming.

Opgemaakt te Brussel op 24 april 2003